



Assemblée générale

Distr. générale
14 août 2017
Français
Original : anglais

Soixante-douzième session

Point 71 b) de l'ordre du jour provisoire*

**Élimination du racisme, de la discrimination raciale, de la xénophobie
et de l'intolérance qui y est associée : application intégrale et suivi
de la Déclaration et du Programme d'action de Durban**

Programme d'activités relatives à la Décennie internationale des personnes d'ascendance africaine

Rapport du Secrétaire général

Résumé

Le programme d'activités pour la mise en œuvre de la Décennie internationale des personnes d'ascendance africaine accorde une grande importance à la promotion et à la protection des droits des femmes d'ascendance africaine. Dans ce contexte, le présent rapport donne un aperçu de l'exercice de leurs droits fondamentaux par les femmes et les filles d'ascendance africaine, en s'appuyant sur les travaux des mécanismes internationaux des droits de l'homme. Le rapport tient également des réponses des principales parties prenantes à un questionnaire distribué par le Haut-Commissariat des Nations Unies aux droits de l'homme.

Les femmes et les filles d'ascendance africaine font face à des formes de discrimination multiples et croisées, notamment fondées sur la race ou l'appartenance ethnique, le sexe, le genre, la nationalité, le statut migratoire ou autre statut social. Le présent rapport est axé sur les femmes qui appartiennent à des communautés de descendants de victimes de la traite transatlantique des esclaves et sur les femmes africaines de la diaspora.

* A/72/150.



Le rapport présente une analyse des résultats des mécanismes internationaux des droits de l'homme dans certains domaines, afin de montrer comment se manifeste la discrimination à l'égard des femmes et des filles d'ascendance africaine. Ces domaines sélectionnés sur la base du Programme d'activités de la Décennie internationale, sont la pauvreté, l'éducation, la santé, l'emploi, l'administration de la justice, la participation politique, la violence sexiste et les stéréotypes. Les bonnes pratiques pour l'exercice effectif des droits des femmes et des filles d'ascendance africaine sont mises en évidence tout au long du rapport. Celui-ci contient également des recommandations pour l'amélioration de la situation des droits fondamentaux des femmes et des filles d'ascendance africaine.

I. Introduction

1. Le présent rapport est soumis en application de la résolution 69/16 de l'Assemblée générale, intitulée « Programme d'activités relatives à la Décennie internationale des personnes d'ascendance africaine ». Il présente un aperçu de l'exercice de leurs droits fondamentaux par les femmes et les filles d'ascendance africaine, en s'appuyant sur les travaux des mécanismes internationaux des droits de l'homme. Le rapport tient également compte des réponses des principales parties prenantes à un questionnaire distribué par le Haut-Commissariat des Nations Unies aux droits de l'homme (HCDH)¹.

2. Le programme d'activités s'intéresse particulièrement à la situation des droits fondamentaux des femmes et des filles d'ascendance africaine, et précise que les États doivent adopter et appliquer des politiques et des programmes qui assurent une protection efficace aux personnes d'ascendance africaine confrontées à des formes multiples, aggravées et conjuguées de discrimination fondées sur d'autres motifs connexes, comme le sexe, la langue, la religion, les opinions politiques ou autres, l'origine sociale, la fortune, la naissance, le handicap ou toute autre situation, et amender et abroger toutes les lois et les politiques qui pourraient se révéler discriminatoires à leur égard. Le programme d'activités indique également que les États doivent intégrer la problématique hommes-femmes dans le processus d'élaboration et le suivi des politiques publiques, en tenant compte des besoins particuliers des femmes et des filles d'ascendance africaine et de la réalité de leur situation, y compris en matière de santé sexuelle et procréative et de droits liés à la procréation.

3. Les femmes d'ascendance africaine continuent d'être exposées à des taux de pauvreté extrêmement élevés et à des obstacles dans l'accès à l'éducation, aux services de santé et à la participation politique. Les mécanismes des droits de l'homme se sont déclarés préoccupés par le traitement inégal et discriminatoire des femmes d'ascendance africaine dans le système judiciaire et ont noté qu'elles sont particulièrement vulnérables aux violences sexistes². Même si le présent rapport présente des exemples illustrant les incidences de ces disparités sur les droits de l'homme, la lutte contre la discrimination à l'égard des femmes d'ascendance africaine exige un suivi plus systématique ainsi que de redoubler d'efforts pour collecter des données ventilées.

¹ Le 27 mars 2017, le HCDH a distribué un questionnaire adressé à toutes les parties prenantes concernées pour leur demander des informations en vue de l'établissement du présent rapport. Au 7 juin 2017, des informations avaient été reçues de 9 États (Argentine, Colombie, Cuba, Grèce, Italie, Maroc, Mexique, Pays-Bas et Pérou) et 10 institutions nationales des droits de l'homme (la Commission afghane indépendante des droits de l'homme, la Commission nationale des droits de l'homme d'Argentine, la Commission nationale des droits de l'homme du Honduras, la Commission nationale des droits de l'homme de l'Inde, la Commission nationale des droits de l'homme du Mexique, l'Institut des droits de l'homme des Pays-Bas, le Bureau de l'Ombudsman de l'État Plurinational de Bolivie, le Bureau de l'Ombudsman de Colombie, le Bureau de l'Ombudsman de l'Équateur et le Bureau de l'Ombudsman du Pérou). Des informations ont également été soumises par six organisations de la société civile (le Réseau de Rencontre Dominicano-Haïtien, la Fondation du musée Tula, le Mouvement international dalit, l'Institut de promotion agraire du Pérou, le Mouvement pour la paix et le Mouvement socioculturel pour les travailleurs haïtiens), ainsi que par l'Organisation pour la sécurité et la coopération en Europe, le Bureau des institutions démocratiques et des droits de l'homme, les équipes de pays des Nations Unies pour le Brésil et le Paraguay et le Département de l'information du Secrétariat de l'ONU.

² Voir le rapport du Groupe de travail d'experts sur les personnes d'ascendance africaine sur sa mission au Panama (du 14 au 18 janvier 2013) (A/HRC/24/52/Add.2, annexe) et sur sa mission au Brésil (du 4 au 14 décembre 2013) (A/HRC/27/68/Add.1, annexe).

Droits fondamentaux des femmes d'ascendance africaine et intersectionnalité

4. Les mécanismes internationaux et régionaux relatifs aux droits de l'homme ont reconnu que les femmes et les filles d'ascendance africaine sont victimes de discriminations multiples et croisées.

5. En 2000, le Comité pour l'élimination de la discrimination raciale a adopté sa Recommandation générale n° 25 concernant la dimension sexiste de la discrimination raciale, dans laquelle il a reconnu que dans certaines circonstances, la discrimination raciale vise seulement ou essentiellement les femmes, ou a des effets différents ou d'un degré différent sur les femmes que sur les hommes, et noté qu'une telle discrimination raciale échappe souvent à la détection et qu'il n'y a aucune prise en considération ou reconnaissance explicite des disparités que présente le vécu des hommes et des femmes dans la sphère de la vie publique aussi bien que privée (CERD/C/GC/25, par. 1). En 2011, le Comité a adopté sa recommandation générale n° 34 concernant la discrimination raciale contre les personnes d'ascendance africaine, en mettant l'accent sur la dimension sexiste de la discrimination raciale et appelant les États parties à la Convention internationale sur l'élimination de toutes les formes de discrimination raciale à tenir compte, dans tous les programmes et projets, de la situation des femmes d'ascendance africaine et à inclure dans tous les rapports au Comité des renseignements sur les mesures prises pour combattre la discrimination raciale à l'égard des femmes d'ascendance africaine (CERD/C/GC/34, par. 23 et 24).

6. De même, le Comité pour l'élimination de la discrimination à l'égard des femmes a examiné l'aspect multidimensionnel de la discrimination et son incidence sur l'exercice par les femmes de leurs droits fondamentaux³.

7. Dans la Déclaration et le Programme d'Action de Durban, adoptés par la Conférence mondiale contre le racisme, la discrimination raciale, la xénophobie et l'intolérance qui y est associée, les participants ont reconnu le concept de discrimination multiple et demandé aux États de renforcer leurs politiques et mesures en faveur des femmes d'ascendance africaine, qui sont plus exposées au racisme et se retrouvent ainsi plus marginalisées et défavorisées⁴.

8. Le Groupe de travail d'experts sur les personnes d'ascendance africaine a souvent évoqué la discrimination multiple subie par les femmes et les filles d'ascendance africaine lors de ses visites de pays et a examiné cette question lors de plusieurs sessions publiques et dans plusieurs rapports thématiques⁵.

9. Au niveau régional, la Commission interaméricaine des femmes a reconnu dans sa Déclaration de Lima sur l'égalité et l'autonomie dans l'exercice des droits économiques des femmes les inégalités dont les personnes d'ascendance africaine et les femmes autochtones sont confrontées dans l'exercice de leurs droits⁶. La rapporteuse sur les droits des femmes de l'Organisation des États américains s'est particulièrement intéressée à la situation des droits fondamentaux des femmes autochtones et des femmes d'ascendance africaine dans les Amériques, lors de ses visites dans les pays et dans ses rapports thématiques⁷.

³ Voir, par exemple, CEDAW/C/GC/35, par. 12 et 38 b), CEDAW/C/GC/34, par. 14 et 15 et CEDAW/C/GC/33, par. 8 et 10.

⁴ Voir A/CONF.189/12 et Corr.1, chap. I, par. 9.A.

⁵ Voir, par exemple, A/HRC/33/61/Add.2, A/HRC/30/56/Add.2, A/HRC/30/56/Add.1 et A/HRC/27/68/Add.1.

⁶ Voir le document OEA/Ser.L/II.2.37 de la Commission interaméricaine des femmes.

⁷ Voir <http://www.oas.org/en/iachr/women>.

II. Progrès accomplis et difficultés rencontrées en matière de droits fondamentaux des femmes d'ascendance africaine

10. Les sections ci-après contiennent un aperçu de l'exercice par les femmes et filles d'ascendance africaine de leurs droits fondamentaux, lequel s'appuie sur les travaux des mécanismes internationaux des droits de l'homme et met l'accent sur certains domaines thématiques.

A. La pauvreté

11. Le Programme d'action de Beijing souligne le lien entre la pauvreté et l'inégalité des sexes dans tous les domaines de la vie des femmes, notant que :

La pauvreté des femmes est directement imputable à l'absence d'autonomie et de perspectives économiques, à l'accès trop restreint aux ressources économiques, y compris au crédit, à la propriété et à l'héritage, à l'accès restreint à l'éducation et à des services d'accompagnement de qualité et à leur participation très réduite aux processus de prise de décisions. La pauvreté peut également précipiter les femmes dans des situations qui les rendent vulnérables à l'exploitation sexuelle⁸.

12. Dans les Principes directeurs sur l'extrême pauvreté et les droits de l'homme, la Rapporteuse spéciale sur la question a explicitement reconnu que la discrimination et l'exclusion figurent parmi les principales causes et conséquences de la pauvreté, notamment fondée sur la race (voir [A/HRC/21/39](#), par. 8). Elle a également expliqué que « les femmes sont surreprésentées parmi les pauvres en raison des formes multiples et cumulatives de discrimination qu'elles subissent. Les États sont tenus d'éliminer à la fois *de jure* et de facto la discrimination à l'égard des femmes et de mettre en place des mesures pour réaliser l'égalité entre les hommes et les femmes » (ibid., par. 23). Le Groupe de travail chargé de la question de la discrimination à l'égard des femmes dans la législation et dans la pratique a également souligné que les femmes sont touchées de manière disproportionnée par la pauvreté, en particulier celles issues de communautés minoritaires (voir [A/HRC/26/39](#), par. 24 et 25).

13. Dans le cas de l'Amérique latine, les observations et les conclusions des mécanismes des droits de l'homme confirment que le taux de pauvreté est anormalement élevé parmi les femmes, mais qu'il l'est encore plus chez celles d'ascendance africaine⁹. Dans son rapport sur sa mission au États-Unis d'Amérique, le Groupe de travail d'experts sur les personnes d'ascendance africaine a souligné que dans ce pays, 37 % des ménages dirigés par des femmes afro-américaines vivent en dessous du seuil de pauvreté (voir [A/HRC/33/61/Add.2](#), par. 56). Dans son rapport sur sa mission au Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord, la Rapporteuse spéciale sur la violence contre les femmes, ses causes et ses conséquences a relevé que les femmes d'ascendance africaine et les femmes africaines de la diaspora sont plus susceptibles de dépendre des allocations versées par l'État et ont donc été particulièrement touchées par les coupes effectuées dans les services publics et sociaux (voir [A/HRC/29/27/Add.2](#), par. 93).

⁸ *Rapport de la quatrième Conférence mondiale sur les femmes, Beijing, 4-15 septembre 1995* (publication des Nations Unies, numéro de vente : E/96.IV.13), chap. I, résolution 1, annexe II, par. 51.

⁹ Voir le document OAS/Ser.L/V/II de la Commission interaméricaine des droits de l'homme. Doc. 62, par. 63.

14. Les approches sexospécifiques de la réduction de la pauvreté sont de plus en plus la norme dans les programmes gouvernementaux et intergouvernementaux. Cependant, très peu de pays ont adopté une approche intersectionnelle, tenant compte à la fois de la problématique hommes-femmes, de la race et de l'appartenance ethnique.

Encadré 1

Équateur : Plan national pour le bien-vivre, 2013-2017

En Équateur, le Gouvernement a adopté un plan national pour le bien-vivre pour la période 2013-2017. L'objectif 2 du plan vise la nécessité d'encourager l'égalité, la cohésion, l'inclusion et l'équité sociale et territoriale dans la diversité. À cette fin, le Gouvernement s'est engagé à élaborer et à mettre en œuvre une stratégie intersectionnelle pour l'élimination de la pauvreté et la réduction des inégalités, en mettant l'accent sur la garantie des droits, de l'équité entre les sexes, les générations et les cultures, de l'accès aux biens et aux moyens de production et de la création de compétences.

B. L'éducation

15. Le droit à l'éducation, y compris son exercice par toutes les filles sur un pied d'égalité, est universellement reconnu et garanti dans de nombreux instruments juridiques internationaux et régionaux¹⁰. Il se compose de quatre principes essentiels et interdépendants – disponibilité, accessibilité, acceptabilité et adaptabilité – que les débiteurs d'obligations se doivent de respecter, de protéger et de réaliser (voir [A/HRC/35/11](#), par. 5).

16. L'éducation est un droit précurseur qui favorise la réalisation de tous les autres droits de l'homme, et l'un des principaux moyens permettant aux communautés marginalisées, telles que les personnes d'ascendance africaine, de surmonter la pauvreté et d'accéder à d'autres droits fondamentaux (voir [E/C.12/1999/10](#), par. 1). L'éducation est également essentielle à l'élimination de la discrimination à l'égard des femmes (voir [A/HRC/26/39](#), par. 33).

17. Les mécanismes des droits de l'homme ont manifesté leur inquiétude quant au nombre élevé de femmes et de filles marginalisées qui ont été empêchées d'accéder à l'éducation. Par exemple, dans ses observations finales sur le rapport unique valant les huitième et neuvième rapports périodiques du Canada, examiné en 2016, le Comité pour l'élimination de la discrimination à l'égard des femmes s'est déclaré préoccupé du fait que les femmes et filles autochtones et afro-canadiennes ont un niveau d'éducation et des résultats scolaires inférieurs et qu'elles sont plus susceptibles d'abandonner l'école. Concernant le Honduras, le Comité a insisté sur le fait que les taux d'analphabetisme et de décrochage scolaire des filles

¹⁰ Voir, par exemple, l'article 13 (2) du Pacte international relatif aux droits économiques, sociaux et culturels, les articles 10, 14 et 16 de la Convention sur l'élimination de toutes les formes de discrimination à l'égard des femmes, les articles 28 et 29 de la Convention relative aux droits de l'enfant, la Convention concernant la lutte contre la discrimination dans le domaine de l'enseignement de l'Organisation des Nations Unies pour l'éducation, la science et la culture et sa Recommandation concernant la lutte contre la discrimination dans le domaine de l'enseignement, l'article 17 de la Charte africaine des droits de l'homme et des peuples, l'article 34 de la Charte arabe des droits de l'homme, l'article 2 du Protocole additionnel à la Convention de sauvegarde des droits de l'homme et des libertés fondamentales du Conseil de l'Europe et les articles XII et XXXI de la Déclaration américaine des droits et devoirs de l'homme.

d'ascendance africaine vivant dans des zones rurales sont disproportionnellement élevés, souvent en raison de la pauvreté, des grossesses et mariages précoces et du travail des enfants (voir [CEDAW/C/HND/CO/7-8](#), par. 32). Dans ses observations finales sur l'Équateur, le Comité a noté l'accès restreint à l'éducation et sa piètre qualité en milieu rural, qui limite le nombre de femmes d'ascendance africaine qui pourraient accéder à l'enseignement supérieur [voir [CEDAW/C/ECU/CO/8-9](#), par. 28 a)].

18. Le Groupe de travail chargé de la question de la discrimination à l'égard des femmes dans la législation et dans la pratique a appelé l'attention sur le fait qu'au Pérou, même si le taux d'analphabétisme national avait baissé, 8,6 % des personnes analphabètes dans le pays étaient afro-péruviens. Il a aussi relevé des disparités dans le taux d'analphabétisme des femmes afro-péruviennes, qui était de 6,7 % supérieur à celui des hommes afro-péruviens (voir [A/HRC/29/40/Add.2](#)). Au Panama, une situation similaire a été observée par le Groupe de travail d'experts sur les personnes d'ascendance africaine, qui s'est dit inquiet du grand nombre de filles qui abandonnaient l'école en raison de grossesses précoces. Ce problème touche tout particulièrement les filles autochtones et afro-panaméennes. Bien qu'il existe une loi au Panama qui dispose que les filles doivent rester scolarisées pendant et après la grossesse (loi n° 29 de 2002), le Groupe de travail a souligné l'absence de mécanisme efficace pour veiller à l'application de la loi (voir [A/HRC/24/52/Add.2](#), par. 49).

19. Les facteurs qui contribuent à l'inégalité en matière d'éducation des filles d'ascendance africaine sont liés à la discrimination fondée sur le sexe. Dans de nombreux pays, les parents préfèrent investir dans l'éducation de leurs fils, tandis que l'on attend des filles qu'elles restent à la maison pour contribuer aux tâches domestiques et s'occuper des jeunes frères et sœurs. Le mariage précoce est un autre facteur qui contribue au décrochage scolaire des filles. Les filles qui ont accès à l'éducation doivent souvent surmonter de nombreux obstacles pour réussir, en raison d'une combinaison de facteurs tels que la pauvreté, la langue et l'accessibilité des centres éducatifs.

20. Le racisme est un autre facteur sous-jacent d'inégalité en matière d'éducation. Le matériel pédagogique est souvent sexiste et contient des stéréotypes raciaux, contribuant à la faible qualité des expériences éducatives des femmes et des filles d'ascendance africaine. Dans de nombreux contextes, les programmes scolaires ne sont pas adaptés à la culture locale et ne font pas mention de l'Histoire et de l'apport des Africains et des personnes d'ascendance africaine au développement de la culture nationale¹¹. À cet égard, le Comité pour l'élimination de la discrimination raciale, dans sa recommandation générale n° 34 concernant la discrimination raciale contre les personnes d'ascendance africaine, demande aux États de réviser les manuels scolaires pour en éliminer les stéréotypes négatifs sur les personnes d'ascendance africaine (voir [CERD/C/GC/34](#), par. 61).

21. Plusieurs mécanismes des droits de l'homme ont exhorté les États à adopter des mesures spéciales pour assurer l'accès à l'éducation des groupes marginalisés. Dans son Observation générale n° 13 sur le droit à l'éducation, le Comité des droits économiques, sociaux et culturels affirme que « l'adoption à titre temporaire de mesures spéciales destinées à garantir aux hommes et aux femmes et aux groupes défavorisés l'égalité de fait ne constitue pas une violation du principe de non-discrimination pour ce qui est du droit à l'éducation » (voir [E/C.12/1999/10](#), par. 32). Dans sa recommandation générale n° 34, le Comité pour l'élimination de la

¹¹ Voir le document OAS/Ser.L/V/II de la Commission interaméricaine des droits de l'homme. Doc. 62, par. 112.

discrimination raciale engage les États à « envisager d'adopter des mesures spéciales pour promouvoir l'éducation de tous les élèves d'ascendance africaine, garantir l'accès des personnes d'ascendance africaine à l'enseignement supérieur dans des conditions d'égalité, et faciliter leur scolarité et leur carrière professionnelle » (CERD/C/GC/34, par. 64).

22. Le Haut-Commissaire des Nations Unies aux droits de l'homme a invité les États à répondre aux « formes de discrimination multiple et croisée dont les filles peuvent faire l'objet et à fournir une éducation inclusive de qualité, accessible à toutes les filles, en particulier celles qui sont les plus vulnérables et les plus marginalisées » (voir A/HRC/35/11, par. 55).

23. Dans le même ordre d'idées, un certain nombre de pays ont adopté des mesures spéciales dans le domaine de l'éducation pour assurer l'accès à l'éducation et sa continuité pour les groupes victimes de discrimination, notamment les femmes et les personnes d'ascendance africaine.

Encadré 2

Pérou : plan national de développement pour la population d'ascendance africaine

Au Pérou, le plan national de développement pour la population d'ascendance africaine contient une série de mesures stratégiques dans divers domaines. Les mesures ci-après sont particulièrement pertinentes :

- a) Campagnes d'éducation contre la discrimination ethnique et raciale;
- b) Mesures de prévention sanitaire et services de soins dans les établissements d'enseignement;
- c) Mesures d'action positive dans le domaine de l'éducation afin de garantir l'égalité des hommes et des femmes ainsi que le recrutement d'Afro-Péruviens dans le secteur public.

Encadré 3

Programme de bourses pour les personnes d'ascendance africaine

Chaque année, le Haut-Commissariat des Nations Unies aux droits de l'homme organise un programme de bourses pour les personnes d'ascendance africaine, qui offre aux participants une occasion d'approfondir leur connaissance et leur compréhension du système des droits de l'homme des Nations Unies, en mettant l'accent sur les questions présentant un intérêt particulier pour les personnes d'ascendance africaine. La participation des femmes d'ascendance africaine est notamment encouragée. En 2017, lorsque le programme a été consacré aux femmes d'ascendance africaine, 11 y ont pris part.

C. Santé

24. Le droit à la santé doit être garanti à tous et sans discrimination, en vertu des articles 2(2) et 12 du Pacte international relatif aux droits économiques, sociaux et culturels et de l'article 5(e)(iv) de la Convention internationale sur l'élimination de toutes les formes de discrimination raciale. Les États ont le devoir, d'une part, de ne pas faire de discrimination à l'égard de groupes particuliers dans la prestation de

services de santé et d'autre part, de prendre des mesures spéciales pour veiller à ce que les groupes qui ont toujours été marginalisés et qui ont de tout temps fait l'objet de discrimination aient accès aux services de santé dont ils ont besoin.

25. Dans le Programme d'action de Beijing, les participants à la quatrième Conférence mondiale sur les femmes se sont dits conscients de l'existence de facteurs interdépendants favorisant les disparités dans le droit des femmes à la santé, en déclarant que « la prévalence de la pauvreté et de la dépendance économique parmi les femmes, leur expérience de la violence, les préjugés dont elles étaient victimes dès l'enfance, les discriminations raciales et autres, leur manque d'autonomie face à la sexualité et à la procréation et le peu d'influence qu'elles exerçaient sur les décisions étaient autant de réalités sociales nocives pour leur santé »¹².

26. Les mécanismes relatifs aux droits de l'homme ont attiré l'attention sur des cas de femmes d'ascendance africaine et de femmes africaines de la diaspora qui souffraient de manière disproportionnée de ne pouvoir exercer leur droit à la santé, constituant des discriminations face aux maladies. Le Groupe de travail chargé de la question de la discrimination à l'égard des femmes dans la législation et dans la pratique s'est dit préoccupé par l'absence de système d'assurance médicale universelle aux États-Unis. Cette situation a eu une incidence disproportionnée sur les femmes afro-américaines et hispaniques, qui n'ont donc pas accès aux soins préventifs et aux traitements de base (Voir [A/HRC/32/44/Add.2](#), par. 61)

27. La discrimination multiforme à l'égard des femmes d'ascendance africaine est particulièrement inquiétante dans le domaine de la santé sexuelle et procréative. Par exemple, les Afro-Brésiliennes sont trois fois plus susceptibles de mourir en couches que les femmes blanches, en raison notamment de la mauvaise qualité des soins prénatals (voir [A/HRC/27/68/Add.1](#), par. 86) Au Honduras les taux élevés d'infection au VIH parmi les femmes et la stigmatisation des femmes vivant avec le VIH/sida affectent surtout les femmes d'ascendance africaine (voir [CEDAW/C/HND/CO/7-8](#), par. 38).

28. L'impossibilité pour les femmes d'ascendance africaine et les femmes africaines de la diaspora d'accéder à des services de santé sexuelle et procréative de qualité est due à une combinaison de facteurs de discrimination structurels tels que la pauvreté, le manque de services de santé adéquats et de services de santé culturellement acceptables, ainsi que la discrimination directe, la stigmatisation et le racisme dans les établissements de santé¹³.

29. Considérant que la plupart des décès maternels survenus au Brésil étaient évitables, le Groupe de travail d'experts sur les personnes d'ascendance africaine a expliqué que :

Les disparités socio-économiques, régionales, raciales et les inégalités entre les sexes en matière de santé figurent parmi les causes profondes des taux de mortalité maternelle élevés. La mortalité maternelle touche de manière disproportionnée le nord et le nord-est du Brésil, avec des taux allant jusqu'à 73 pour 1 000, en raison des disparités dans la fourniture des soins de santé. D'après le Ministère de la santé, les Afro-Brésiliennes sont 50 fois plus susceptibles de mourir de complications obstétriques que leurs concitoyennes blanches. Elles reçoivent des services de santé de moindre qualité, y compris

¹² Rapport de la quatrième Conférence mondiale sur les femmes, Beijing, 4-15 septembre 1995 (publication des Nations Unies, numéro de vente : F/96.IV.13), chap. I, résolution 1, annexe II, par. 92.

¹³ Voir, par exemple, [A/HRC/27/68/Add.1](#), par. 86; et [A/HRC/33/61/Add.2](#), par. 43, 48 et 56.

moins de visites prénatales et moins d'informations (voir [A/HRC/27/68/Add.1](#), par. 86.).

30. Au Pérou, un rapport publié par le Bureau de l'Ombudsman de l'Organisation des Nations Unies a montré que les femmes d'ascendance africaine subissaient un grand nombre d'insultes et de violences racistes dans les établissements de santé. Au total, 54,5 % des Afro-Péruviens ont déclaré avoir été victimes de discrimination et de violence verbale en public, les femmes afro-péruviennes étant le groupe le plus touché (voir [A/HRC/40/Add.2](#)).

Encadré 4

Affaire *Pimentel c. Brésil*

Alyne da Silva Pimentel, Afro-Brésilienne de 28 ans, est décédée en 2002 de causes liées à la maternité suite à une erreur de diagnostic de la part d'un centre de santé qui a tardé à lui administrer les soins obstétricaux d'urgence que son état nécessitait. En 2007, sa mère a introduit une requête individuelle devant le Comité pour l'élimination de la discrimination à l'égard des femmes, arguant que l'État brésilien n'avait fait aucun effort pour établir la responsabilité professionnelle et qu'elle n'avait pas pu obtenir réparation au Brésil.

En août 2011, dans l'affaire *Pimentel c. Brésil*, le Comité a souligné que les États avaient l'obligation, en vertu des droits de l'homme, de garantir à toutes les femmes, indépendamment de leur origine ethnique et de leur situation économique, un accès rapide et non-discriminatoire à des services de santé maternelle adéquats. Le Comité a constaté des violations du droit à des soins de santé et une incapacité de l'état brésilien de garantir le droit à une protection judiciaire efficace dans le contexte de la non-discrimination. Le Comité a conclu qu'Alyne da Silva Pimentel Teixeira avait fait l'objet d'une discrimination fondée non seulement sur son sexe, mais aussi sur son ascendance africaine et sa situation socioéconomique^a.

L'affaire *Pimentel c. Brésil* est la première en matière de mortalité maternelle à avoir été tranchée par un organe international des droits de l'homme. Elle revêt une importance universelle dans la promotion des droits liés à la procréation et des soins de santé maternelle pour des millions de femmes à travers le monde, notamment pour celles qui font l'objet de discrimination raciale.

^a Voir CEDAW/C/49/D/17/2008.

D. Emploi

31. Le droit au travail sans discrimination est consacré par les articles 6 et 7 du Pacte international relatif aux droits économiques, sociaux et culturels. Des explications plus détaillées sur le contenu de ce droit figurent dans l'observation générale n° 23 du Comité des droits économiques, sociaux et culturels, dans laquelle celui-ci a souligné que le droit au travail s'appliquait à tous les travailleurs indépendamment du contexte et du sexe, y compris aux travailleurs appartenant à des minorités ethniques et autres (voir E/C.12/GC/23, para. 5). Les normes internationales du travail protègent également des aspects particuliers du droit au travail relatifs à l'égalité des sexes. C'est le cas notamment de la Convention sur l'égalité de rémunération, de la Convention concernant la discrimination (emploi et

profession), 1958; de la Convention de 1981 sur les travailleurs ayant des responsabilités familiales; et de la Convention sur la protection de la maternité, 1952¹⁴.

32. Les mécanismes relatifs aux droits de l'homme ont souligné que les femmes d'ascendance africaine et les femmes africaines de la diaspora faisaient l'objet de discrimination dans le domaine de l'emploi, ce qui compromettait l'exercice de leur droit au travail. Par exemple, le Comité pour l'élimination de la discrimination à l'égard des femmes a noté avec préoccupation que les femmes afro-canadiennes avaient un accès limité au marché du travail et, partant, connaissaient des taux de chômage élevés (voir CEDAW/C/CAN/CO/8-9, par. 38). S'agissant de l'Équateur, le Groupe de travail d'experts sur les personnes d'ascendance africaine a constaté que 50 % des femmes d'ascendance africaine qui travaillaient avaient un emploi précaire dans le secteur informel (A/HRC/13/59, par. 35). Le Groupe s'est également déclaré inquiet de la situation au Brésil et au Panama, où les femmes d'ascendance africaine sont surreprésentées parmi les travailleurs domestiques (voir A/HRC/27/68/Add.1, par. 84 et A/HRC/24/52/Add.2, par. 39). La Rapporteuse spéciale sur la violence contre les femmes, ses causes et ses conséquences a souligné qu'au Royaume-Uni, les femmes noires et celles issues d'autres minorités ethniques étaient surreprésentées dans les emplois à temps partiel, les emplois temporaires et les emplois indépendants, et travaillaient souvent dans les secteurs à bas salaire et féminisés de l'économie (A/HRC/29/27, par. 53).

33. Du fait de leur surreprésentation dans les emplois informels, de leur faible niveau d'études et de la discrimination raciale et sexiste dont elles sont victimes, les femmes d'ascendance africaine gagnent souvent moins que les autres groupes. Par exemple, le Groupe de travail d'experts sur les personnes d'ascendance africaine a constaté qu'au Brésil, ces femmes gagnaient beaucoup moins que les hommes d'ascendance africaine, d'une part, et les hommes et femmes blancs, d'autre part. (voir A/HRC/27/68/Add.2, par. 83). De même, le Groupe de travail chargé de la question de la discrimination à l'égard des femmes dans la législation et dans la pratique s'est dit préoccupé par la persistance de l'écart des salaires fondé à la fois sur le sexe et l'appartenance ethnique aux États-Unis (voir A/HRC/32/44/Add.2, par. 52).

E. Administration de la justice et conditions de détention

34. Soulignant la prévalence de la discrimination raciale dans les systèmes judiciaires, le Comité pour l'élimination de la discrimination raciale appelle, dans sa recommandation générale n° 34, les États à « Prendre des mesures pour empêcher tout recours illicite à la force, à la torture, à des traitements inhumains ou dégradants, ou à la discrimination par des policiers ou d'autres organes et agents des forces de l'ordre à l'encontre de personnes d'ascendance africaine, en particulier en cas d'arrestation ou de détention, et à veiller à ce que les personnes d'ascendance africaine ne soient pas victimes de pratiques de profilage racial ou ethnique » (voir CERD/C/GC/34, par. 39). En outre, dans la Déclaration et le Programme d'action de Durban, les États sont encouragés « à recenser les facteurs qui empêchent les personnes d'ascendance africaine d'accéder dans des conditions d'égalité à tous les niveaux du secteur public... et en particulier de l'administration de la justice »¹⁵.

35. La question de la violence et de la discrimination raciales dans le système judiciaire, y compris le profilage racial et la violence policière à l'encontre

¹⁴ Voir <http://www.ilo.org/gender/Aboutus/ILOandGenderEquality/lang--en/index.htm>.

¹⁵ Voir A/CONF.189/12 et Corr.1, Programme d'action, chap. 1, par. 11.

notamment des personnes d'ascendance africaine, a retenu de plus en plus l'attention ces dernières années. Le Rapporteur spécial sur les formes contemporaines de racisme, de discrimination raciale, de xénophobie et de l'intolérance qui y est associée, a signalé que les forces de police avaient été impliquées dans beaucoup de crimes haineux, soit en tant qu'auteurs, soit en tant que complices en refusant de répondre avec diligence aux allégations de crimes haineux. Il s'agit, entre autres, de l'implication de la police dans des crimes sexuels et sexistes à l'encontre de femmes d'origine africaine, qui sont rarement signalés ou qui ne font guère l'objet d'une enquête approfondie (voir A/HRC/29/47, par. 12).

36. En 2011, la Rapporteuse spéciale sur la violence contre les femmes a constaté, durant sa visite aux États-Unis d'Amérique, que les Afro-Américaines représentaient 30 % de l'ensemble des femmes incarcérées sous juridiction des États ou sous juridiction fédérale (voir A/HRC/17/26/Add.5, par. 46). Plus récemment, en 2016, le Groupe de travail chargé de la question de la discrimination à l'égard des femmes dans la législation et dans la pratique a noté que ce chiffre était retombé à 21 % de la population carcérale féminine totale, mais que le taux d'emprisonnement des Afro-Américaines était toujours plus de deux fois supérieur à celui des Américaines blanches (voir A/HRC/33/61/Add.2, par. 29). Le Groupe de travail a constaté que non seulement les femmes d'ascendance africaine avaient plus de chances d'être incarcérées, mais qu'un nombre croissant d'entre elles étaient tuées par la police (voir A/HRC/32/44/Add.2, par. 78).

37. Au Panama, le Groupe de travail d'experts sur les personnes d'ascendance africaine a observé que celles-ci étaient surreprésentées dans les prisons et que la plupart d'entre elles étaient condamnées soit pour des infractions relatives aux drogues, souvent commises à contrecœur ou de manière involontaire, soit pour des délinquances de rue sans gravité. Dans ce contexte, le Groupe de travail a exprimé son inquiétude face aux agressions, harcèlements sexuels et viols dont étaient victimes les femmes d'ascendance africaine en prison (voir A/HRC/24/52/Add.2, par. 76). Le Comité pour l'élimination de la discrimination à l'égard des femmes a lui aussi constaté avec inquiétude qu'au Royaume-Uni, les femmes étaient plus susceptibles que les hommes d'être incarcérées pour des infractions non violentes et que les femmes noires et celles appartenant à des minorités ethniques étaient surreprésentées parmi la population carcérale féminine (voir CEDAW/C/GBR/CO/7, par. 54).

38. La surreprésentation des femmes d'ascendance africaine dans le système de justice pénale résulte d'une combinaison de facteurs sous-jacents tels que le racisme et le profilage racial structurels, la pauvreté et le manque de possibilités en matière d'éducation et d'emploi. La Rapporteuse spéciale sur la violence contre les femmes, ses causes et ses conséquences a observé qu'au Royaume-Uni, les femmes noires et celles appartenant à des minorités ethniques étaient plus susceptibles de devoir recourir au système de services sociaux de l'État. Elle a également constaté que les femmes noires et celles issues de minorités étaient plus susceptibles d'habiter dans une zone défavorisée, de vivre dans la pauvreté et d'avoir un accès limité à l'éducation (voir A/HRC/29/27/Add.2, par. 30).

39. Les femmes d'ascendance africaine et les femmes africaines de la diaspora n'ont pas non plus accès à la justice lorsqu'elles sont victimes de crime. Cette situation résulte d'un certain nombre d'obstacles interdépendants comme l'insuffisance des ressources, la mauvaise qualité des infrastructures et le manque d'unités et de personnel spécialisés sensibilisés aux questions relatives à l'égalité des sexes, entre autres. Par exemple, au Royaume-Uni, la Représentante spéciale a constaté que :

S'agissant des mesures prises par la police contre la violence domestique, les personnes interrogées ont signalé un scepticisme, une indifférence et un manque d'empathie systématiques à l'endroit des femmes, notamment celles issues de communautés noires et de groupes ethniques minoritaires. La police prend rarement des mesures efficaces, même lorsque des blessures résultant d'agressions physiques sont visibles, et ne prend presque jamais de mesures coercitives dans les cas d'agressions psychologiques et sexuelles et d'exploitation financière (ibid., par. 96).

40. Du fait qu'elles n'obtiennent pas de réponses adaptées de la part du système judiciaire lorsqu'elles sont victimes de violences et d'agressions, les femmes d'ascendance africaine sont souvent réticentes à signaler ces incidents. Par exemple, en ce qui concerne les cas de violences conjugales aux États-Unis, la Rapporteuse spéciale a constaté que :

La réticence à aller vers la police est encore plus forte chez les minorités et les immigrants, car ils pourraient considérer la police et les tribunaux comme des institutions d'oppression, plutôt que de protection. Par exemple, lors des entretiens avec les survivantes et les défenseurs, la Rapporteuse spéciale a entendu des témoignages d'arrestations disproportionnées de femmes de couleur, suite à des incidents de violence conjugale. Les stéréotypes sur les Afro-Américaines qui seraient « plus agressives » conduisent parfois les agents de police à ne pas faire de distinction entre la victime et l'agresseur lorsqu'ils interviennent dans des cas pareils (voir A/HRC/17/26/Add. 5, par. 14).

41. Dans sa recommandation générale n° 33 sur l'accès des femmes à la justice (voir CEDAW/C/GC/33), le Comité pour l'élimination de la discrimination à l'égard des femmes appelle les États à prendre des mesures pour s'assurer que les systèmes de justice sont conformes aux principes de justiciabilité, de disponibilité, d'accessibilité, de bonne qualité, d'offre de voies de recours et de responsabilité. Il les exhorte également à abolir les lois, les procédures et les pratiques discriminatoires à l'égard des femmes et à prendre des mesures visant à éliminer les représentations stéréotypées et les préjugés sexistes dans le système de justice.

42. Pour beaucoup de femmes d'ascendance africaine et de femmes africaines de la diaspora, la langue est un autre obstacle fréquent à l'accès à la justice. Pour éliminer cet obstacle, des mesures doivent être prises pour faire traduire les lois et politiques dans les langues des communautés les plus touchées. Au Honduras, le Gouvernement a maintenant fait traduire la loi contre la violence conjugale et la loi sur l'égalité des chances pour les femmes dans les langues des peuples autochtones et des peuples d'ascendance africaine.

Encadré 5

Espagne : Mouvement pour la paix

L'organisation de la société civile espagnole Mouvement pour la paix a déclaré qu'elle proposait une assistance judiciaire gratuite aux femmes d'ascendance africaine qui en avaient besoin. Elle considère que les informations sur l'aide juridictionnelle et sur les centres d'assistance juridique devraient être facilement accessibles et largement distribuées, notamment chez les groupes objet de discriminations multiples, tels que les femmes d'ascendance africaine. Elle fournit des formations aux personnes d'ascendance africaine sur leurs droits reconnus par la loi et sur les services disponibles. Elle mène aussi des activités visant à prévenir la violence sexiste et organise des ateliers sur les procédures de plaintes individuelles prévues par la Convention internationale sur l'élimination de toutes les formes de discrimination raciale, à l'intention

des conseillers juridiques et des défenseurs des droits de l'homme.

F. Stéréotypes

43. Le racisme et les stéréotypes négatifs comptent parmi les violations des droits des femmes d'ascendance africaine les plus fréquemment signalées. Le Groupe de travail chargé de la question de la discrimination à l'égard des femmes dans la législation et dans la pratique a mis en évidence les rapports existants entre les stéréotypes sexistes et ceux ciblant les femmes appartenant à des minorités ethniques (voir A/HRC/29/40/Add.2, par. 58). Le Bureau du médiateur du Pérou a également expliqué que la discrimination, les insultes et moqueries racistes ainsi que le sexisme ciblant les jeunes Afro-Péruviens, filles et garçons tendaient à devenir la norme. Combinés à la discrimination raciale, les stéréotypes et représentations sociales ainsi perpétués viennent aggraver les inégalités et l'exclusion qui font le quotidien des jeunes Afro-Péruviens.

44. Il est désormais admis que les stéréotypes sexistes négatifs et pernicieux constituent un obstacle majeur à la réalisation des droits des femmes et des filles¹⁶. Par exemple, ceux qui ciblent le rôle des femmes et des filles les empêchent d'exercer leur droit à un enseignement de qualité dans des conditions d'égalité. Dans son observation générale n° 33, relative à l'accès des femmes à la justice, le Comité pour l'élimination de la discrimination à l'égard des femmes s'est penché sur la manière dont les stéréotypes sexistes entravaient l'accès des femmes à la justice, en particulier les victimes de violences, en influençant les agents de la justice et en portant atteinte à l'impartialité du système de justice (voir CEDAW/C/GC/33, par. 26).

Encadré 6

Pays-Bas : Conférence intitulée « Learn, Participate and Connect: Decade for People of African Descent » (Apprendre, participer et tisser des liens : Décennie des personnes d'ascendance africaine)

Les Pays-Bas se sont dits conscients de la discrimination croisée dont sont victimes les femmes noires, y compris dans les médias. Cette question a été abordée au cours de la Conférence intitulée « Learn, Participate and Connect: Decade for People of African Descent », organisée à Amsterdam le 12 décembre 2016, à l'occasion de la projection d'un film de la cinéaste Ida Does puis du débat qui a suivi, portant sur la question des femmes noires dans les médias. Dans le cadre de la Décennie des personnes d'ascendance africaine, l'accent est mis sur l'importance de présenter une identité africaine positive et d'accroître la résilience face à la discrimination.

Encadré 7

Organisation des Nations Unies : éducation et sensibilisation

En avril 2016, le HCDH, l'Entité des Nations Unies pour l'égalité des sexes et l'autonomisation des femmes (ONU-Femmes) et l'organisation non gouvernementale Black Women's Blueprint ont organisé une table ronde sur les femmes d'ascendance africaine, au cours de laquelle les participants se sont penchés sur la question des droits de

¹⁶ Haut-Commissariat des Nations Unies aux droits de l'homme, « Gender stereotyping as a human rights violation » (2013).

ces femmes à l'éducation. Cette rencontre a été coparrainée par le Département de l'information.

En décembre 2016, à l'occasion de la Journée des droits de l'homme, le Département de l'information a organisé une séance de projection nocturne, coparrainée par la Mission permanente de la Jamaïque, l'Organisation des Nations Unies pour l'éducation, la science et la culture et le Festival International des Films de la Diaspora Africaine, au cours de laquelle des courts métrages produits par des jeunes femmes d'ascendance africaine ont été présentés. Le Haut-Commissariat a également participé à cette rencontre. En février 2017, à New York, le Département de l'information a organisé, en partenariat avec le monument national African Burial Ground, deux projections du documentaire intitulé *Maya Angelou: And Still I Rise*, qui relate la vie de cette célèbre auteure, artiste et militante d'ascendance africaine.

G. Participation politique

45. L'Article 7 de la Convention sur l'élimination de toutes les formes de discrimination à l'égard des femmes garantit leur droit à participer à la vie politique. Les parties à la Déclaration et au Programme d'action de Durban ont souligné l'importance et la nécessité de faciliter la pleine participation des personnes d'ascendance africaine, à tous les niveaux du processus de décision¹⁷. Elles ont exhorté les États à faciliter la participation des personnes d'ascendance africaine dans tous les domaines – politique, économique, social, culturel – de la vie sociale et à l'avancement et au développement économique de leurs pays¹⁸.

46. Dans sa recommandation générale n° 34, le Comité pour l'élimination de la discrimination raciale prie instamment les États de veiller à ce que les autorités compétentes, à tous les niveaux, associent les personnes d'ascendance africaine aux décisions qui les concernent. Il les engage à prendre des mesures spéciales et concrètes en vue de garantir à ces personnes le droit de participer aux élections, de voter et de se présenter à des élections sur la base du suffrage égalitaire et universel, et d'être dûment représentées dans les organes gouvernementaux et législatifs, à améliorer la représentation dans les structure de gouvernance et à assurer, notamment grâce à des mesures spéciales, la participation des personnes d'ascendance africaine, dans des conditions d'égalité, à tous les organes de l'administration centrale et locale. Le droit de participer à la prise de décisions en ce qui concerne les plans d'action nationaux visant à éliminer la discrimination et à garantir le développement devrait également être mis en avant. À cette fin, le Comité pour l'élimination de la discrimination raciale recommande aux États d'élaborer et de mettre en place des stratégies nationales de grande envergure avec la participation des personnes d'ascendance africaine (voir CERD/C/GC/34, par. 19, 42, 43 et 45).

47. La participation et la représentation des personnes d'ascendance africaine, et notamment des femmes, dans la vie politique a toujours été faible. Les obstacles à la participation à la vie politique sont multiples et interdépendants; ils incluent la discrimination, tant directe qu'indirecte, responsable de la baisse du niveau d'instruction et du capital social, la pauvreté, les barrières linguistiques, l'isolement géographique et l'accès limité à l'information.

¹⁷ A/CONF.189/12 et Corr.1, Déclaration, chap. 1, par. 32.

¹⁸ Ibid., Programme d'action, par. 4.

48. Dans son septième rapport périodique au Comité pour l'élimination de la discrimination à l'égard des femmes, le Gouvernement du Royaume-Uni a indiqué que les femmes noires et celles appartenant à des minorités ethniques constituaient 5,8 % de la population, mais représentaient moins de 1 % des conseillers au sein de l'administration locale (voir CEDAW/C/GBR/7, par. 93). Dans ses observations finales sur ce rapport, le Comité a pris note de la représentation et de la participation accrues des femmes dans le secteur public, mais s'est dit préoccupé par la persistance d'une nette sous-représentation, dans certaines sphères, des femmes d'ascendance africaine et de celles appartenant à d'autres groupes minoritaires (voir CEDAW/C/GBR/CO/7, par. 42).

49. Le Groupe de travail chargé de la question de la discrimination à l'égard des femmes dans la législation et dans la pratique s'est également inquiété, dans son rapport sur sa mission aux États-Unis, de l'absence totale de sénatrices afro-américaines (voir A/HRC/32/44/Add.2, par. 41).

50. Le Comité pour l'élimination de la discrimination à l'égard des femmes encourage les États à adopter des mesures temporaires spéciales, soulignant que :

« Dans les pays qui se sont dotés de stratégies temporaires visant à permettre aux femmes de participer à la vie publique dans des conditions d'égalité, une large gamme de mesures ont été prises, qui consistent notamment à recruter, aider financièrement et former les candidates à des élections, à modifier le mode de scrutin, à organiser des campagnes promouvant l'égalité des femmes avec les hommes dans la vie publique, à fixer des objectifs quantitatifs et des quotas et à nommer des femmes à des postes publics dans l'administration judiciaire et dans d'autres secteurs professionnels jouant un rôle de premier plan dans la vie sociale »¹⁹.

51. À cet égard, le Comité a salué la promulgation en Colombie de la loi n° 1475 (2011) qui fixe un quota de 30 % de femmes sur les listes électorales des partis politiques, mais s'est dit préoccupé par la persistance d'une faible représentation des femmes (moins de 18 %) et par l'absence de femmes afro-colombiennes au Congrès (voir CEDAW/C/COL/CO/7-8, par. 21). Le Comité a également noté que l'Équateur avait adopté la parité des sexes et l'alternance candidates-candidats sur les listes électorales comportant plusieurs noms. Il n'en a toutefois pas moins observé avec préoccupation que la représentation des femmes pour les postes occupés par une seule personne demeurait limitée, notamment en ce qui concernait les Autochtones et les Afro-Équatoriennes (voir CEDAW/C/ECU/CO/8-9, par. 24).

Encadré 8

Mexique : Programme national pour l'égalité et contre la discrimination pour 2014-2018

Au Mexique, le Programme national pour l'égalité et contre la discrimination pour 2014-2018, prévoit des mesures concernant au moins 12 groupes victimes de discrimination, parmi lesquels les personnes d'ascendance africaine. Il comprend également 13 axes d'intervention pour la population d'ascendance africaine, dont un visant à accroître leur participation, ainsi que celle des femmes autochtones, à la vie politique et à faciliter leur accès aux fonctions de représentation populaire.

¹⁹ Voir *Documents officiels de l'Assemblée générale, cinquante-deuxième session, Supplément n° 38* (A/52/38/Rev.1), deuxième partie, chap. I.A, par. 15.

52. Outre le droit de participer à la vie politique nationale et locale, les personnes d'ascendance africaine ont celui de participer à la prise de décisions concernant leur vie et leurs communautés. Le Comité pour l'élimination de la discrimination à l'égard des femmes a toutefois relevé avec préoccupation qu'il n'existait souvent pas de protocoles adéquats garantissant la participation des femmes afro-colombiennes aux processus de prise de décisions (voir CEDAW/C/COL/CO/7-8, par. 33 b); CEDAW/C/ECU/CO/8-9, par. 38; et CEDAW/C/BOL/CO/5-6, par. 34).

Encadré 9

Mexique : cinquième forum sur les femmes autochtones, afro-mexicaines, métisses et occupant des postes de direction en milieu rural dans l'État d'Oaxaca

En mars 2017, dans le cadre de la Décennie internationale des personnes d'ascendance africaine, le Mexique a organisé le cinquième forum sur les femmes autochtones, afro-mexicaines, métisses et occupant des postes à responsabilités en milieu rural dans l'État d'Oaxaca. Celui-ci avait pour objectif d'examiner la participation et la représentation politiques des femmes, la parité des sexes et l'autonomisation politique et économique des femmes à Oaxaca.

H. Violences faites aux femmes

53. La violence sexiste constitue une forme de discrimination à l'égard des femmes que les États sont tenus d'éliminer, en vertu du droit international. Le Comité pour l'élimination de la discrimination à l'égard des femmes a également souligné que la violence et la discrimination étaient inextricablement liées à d'autres facteurs influant sur la vie des femmes, y compris la race ou l'origine ethnique. C'est pourquoi il a recommandé de veiller à ce que les activités de renforcement des capacités ainsi que les programmes d'enseignement et de formation destinés au personnel judiciaire, aux avocats et aux agents des services de répression, en particulier le personnel médico-légal, les législateurs et les professionnels des soins de santé, favorisent la compréhension des traumatismes et de leurs effets, des rapports de force qui caractérisent la violence conjugale et de la diversité des situations que vivent les femmes selon la forme de violence sexiste dont elles sont victimes. Ces efforts devraient inclure la discrimination croisée qui touche certains groupes de femmes, ainsi que les meilleurs moyens de s'adresser aux femmes et d'éliminer tout ce qui peut en faire à nouveau des victimes et ébranler leur confiance dans les institutions et les agents de l'État [voir CEDAW/C/GC/35, par. 12 et 38 b)].

54. La Rapporteuse spéciale sur la violence contre les femmes, ses causes et ses conséquences a constaté qu'au Royaume-Uni, nombre de femmes issues de groupes minoritaires étaient marginalisées et que les Noirs, les minorités ethniques et les réfugiés étaient victimes de pratiques préjudiciables. Elle a indiqué que la rhétorique concernant la violence visant les femmes et les filles noires ainsi que celles appartenant à des minorités ethniques posait parfois problème, dans la mesure où elle abordait la question uniquement du point de vue de la culture, de l'appartenance ethnique ou de la religion au lieu de s'inscrire dans une démarche sociétale plus générale de lutte contre le patriarcat et la discrimination à l'égard des femmes et des filles. En conséquence, les mesures juridiques et politiques prises pour faire face à la violence faite aux femmes issues de minorités ethniques portaient seulement sur certaines pratiques préjudiciables, telles que les mariages

précoces, les mariages forcés ou les mutilations génitales féminines, et ne tenaient pas compte des préjudices découlant d'autres pratiques sexistes infligées aux femmes et aux filles de toutes origines ethniques et raciales (voir A/HRC/29/27/Add.2, par. 17 et 68).

55. S'agissant du Honduras, le Comité pour l'élimination de la discrimination à l'égard des femmes a noté que les femmes et les filles autochtones, d'ascendance africaine ou vivant dans des zones rurales couraient un risque élevé d'être victimes de la traite à des fins d'exploitation sexuelle ou de travail forcé. Le Gouvernement a alors créé une commission interinstitutions de la lutte contre l'exploitation sexuelle et la traite des personnes. Dans ce pays, la violence contre les femmes est également liée à la répression des mouvements de défense des droits fonciers et environnementaux. Le Comité s'est par exemple dit préoccupé par les mesures de plus en plus répressives, les attaques, la violence sexuelle, le harcèlement, l'intimidation, les représailles et les campagnes de diffamation visant les militantes des droits de l'homme, en particulier s'agissant de projets de mise en valeur des terres, de sensibilisation à la protection de l'environnement et de défense des droits des femmes autochtones et d'ascendance africaine (voir CEDAW/C/HND/CO/7-8, par. 24 et 28).

56. Aux États-Unis, les Afro-Américaines subissent des pressions socio-économiques et culturelles uniques qui contribuent à des taux de discrimination et de violence plus élevés que pour les autres femmes. Selon la Rapporteuse spéciale sur la violence contre les femmes, ses causes et ses conséquences le nombre d'Afro-Américaines subissant des violences conjugales est de 35 % plus élevé que celui de leurs concitoyennes blanches et 2,5 fois plus élevé que celui des hommes et des autres groupes raciaux (voir A/HRC/17/26/Add.5, par. 52). De même, le Groupe de travail d'experts sur les personnes d'ascendance africaine s'est dit inquiet du nombre disproportionné d'Afro-Américaines victimes de violences graves, notamment le viol et la violence sexuelle. Il a également déploré les cas de brutalités policières et l'augmentation du nombre d'Afro-Américaines tuées par la police. Il a en outre exprimé son inquiétude face aux conséquences fatales pour les femmes de l'absence de contrôle des armes à feu, en particulier dans les cas de violence familiale (voir A/HRC/33/61/Add.2, par. 57).

I. Collecte des données

57. Il est nécessaire de recueillir des données et des statistiques ventilées sur la situation des groupes marginalisés pour élaborer des réponses politiques et juridiques adaptées. Si la plupart des pays disposent désormais d'informations exhaustives sur la question des femmes et des inégalités entre les sexes, beaucoup ne ventilent pas encore ces données par race, ce qui permettrait pourtant de mieux connaître la situation des personnes d'ascendance africaine. Ainsi, les femmes d'ascendance africaine sont souvent incluses dans les données sur les femmes en général, masquant ainsi les inégalités qui existent entre celles-ci et pouvant indiquer que la situation de toutes les femmes s'est améliorée, alors que ce n'est souvent pas le cas.

58. Aux paragraphes 13 et 14 du Programme d'activités relatives à la Décennie internationale des personnes d'ascendance africaine (résolution 69/16 de l'Assemblée générale, annexe), les États sont invités à recueillir, compiler, analyser, diffuser et publier des données statistiques fiables aux niveaux national et local, et à prendre toutes les autres mesures connexes qui sont nécessaires pour évaluer régulièrement la situation des personnes d'ascendance africaine. Ces données statistiques doivent être ventilées, conformément à la législation nationale, dans le

respect du droit à la vie privée et du principe d'auto-identification. Les informations doivent être recueillies pour surveiller la situation des personnes d'ascendance africaine, évaluer les progrès accomplis, et recenser les lacunes sur le plan social. Elles doivent également servir à orienter la formulation de politiques et de mesures visant à prévenir, combattre et éliminer le racisme, la discrimination raciale, la xénophobie et l'intolérance qui y est associée.

Encadré 10

Réunion sur la collecte et la ventilation de données statistiques dans la région de l'Amérique latine et des Caraïbes

En mai 2017, le Haut-Commissariat des Nations Unies aux droits de l'homme et le Secrétariat chargé de l'accès aux droits et à l'égalité de l'Organisation des États d'Amérique ont tenu une réunion au Chili sur la collecte et la ventilation des données statistiques dans la région de l'Amérique latine et des Caraïbes. Les participants ont examiné la possibilité d'élaborer un ensemble d'indicateurs pouvant permettre de mesurer l'incidence des politiques publiques en faveur des personnes d'ascendance africaine, en accordant une attention particulière aux femmes de ce groupe. Ils ont également mis en lumière les liens existant entre les objectifs de développement durable et la Décennie internationale et partagé les pratiques nationales en vigueur dans la région.

III. Conclusions et recommandations

59. Bien que de nombreux États aient déployé des stratégies reposant sur l'égalité des sexes et l'intégration d'une démarche antisexiste dans les programmes de réduction de la pauvreté, les femmes et les filles d'ascendance africaine ne sont souvent pas concernées par ces programmes, voire en sont exclues, en raison de la difficulté que représentent les formes croisées de discrimination. Conformément au Programme d'activités de la Décennie internationale, les États devraient mettre en place un cadre législatif et politique visant à intégrer la problématique hommes-femmes sous ses formes croisées dans l'élaboration, la mise en œuvre et le suivi des politiques publiques dans les domaines de la réduction de la pauvreté et de l'exercice des droits fondamentaux, en tenant compte des réalités et besoins particuliers des femmes et des filles d'ascendance africaine.

60. La discrimination croisée entrave l'exercice par les femmes et filles d'ascendance africaine de leurs droits fondamentaux dans tous les domaines de leur vie. Cela est particulièrement évident s'agissant des politiques sociales. Les États devraient veiller à ce que les prestataires de services publics, en particulier dans les secteurs de la protection sociale, de la santé et de l'accès à la justice, adoptent des politiques et des procédures visant à éliminer toutes les formes de discrimination à l'égard des femmes d'ascendance africaine pour ce qui est de l'accès aux services essentiels. Ces mesures devraient notamment inclure l'éducation et la sensibilisation, la formation appropriée des prestataires de services et des services culturellement acceptables tenant compte du point de vue des femmes d'ascendance africaine.

61. Certains États ont adopté des mesures spéciales de lutte contre les violences fondées sur le sexe, la race ou l'appartenance ethnique, telles que la discrimination positive et les politiques de quotas, afin d'améliorer l'accès à

l'éducation et aux fonctions publiques. Toutefois, ces initiatives bénéficient toujours moins aux femmes d'ascendance africaine qu'aux personnes qui n'appartiennent pas à une minorité ethnique. Les États devraient envisager d'adopter des mesures temporaires spéciales, telles que la discrimination positive, pour lutter contre les formes particulières de discrimination croisée dont les femmes et les filles d'ascendance africaine sont victimes dans tous les domaines de leur vie.

62. Les femmes d'ascendance africaine subissent des formes particulièrement graves de discrimination dans l'emploi, avec des taux élevés de chômage, de faibles salaires et des conditions de travail souvent précaires. Les États devraient veiller à ce qu'aucune femme d'ascendance africaine ne subisse de discrimination dans l'emploi, notamment en s'attaquant aux taux élevés de chômage et au niveau anormalement faible des salaires. Compte tenu de la vulnérabilité particulière des femmes d'ascendance africaine travaillant en tant qu'employées de maison, les États devraient ratifier la Convention de l'OIT concernant le travail décent pour les travailleuses et travailleurs domestiques (2011), et adopter les mesures nécessaires à son application effective. Les États devraient également investir dans l'éducation et la formation professionnelle des femmes d'ascendance africaine en proposant des bourses d'étude et des programmes de formation, afin d'améliorer leurs perspectives d'emploi et de formation et d'accroître leurs moyens de subsistance.

63. Partout dans le monde, les femmes et les filles d'ascendance africaine font l'objet de stéréotypes négatifs, facteurs sous-jacents d'exclusion, de marginalisation, de violence et de violations de leurs droits fondamentaux. Les États devraient prendre des mesures pour lutter contre les stéréotypes sexistes et racistes qui donnent des femmes d'ascendance africaine une image négative et discriminatoire, en particulier en prenant des mesures concrètes pour les supprimer des supports pédagogiques et des médias grand public.

64. La violence sexiste est à la fois une cause et une conséquence de la discrimination que subissent les femmes et les filles d'ascendance africaine. Les États doivent s'attaquer à la violence qui touche de manière disproportionnée les femmes d'ascendance africaine, notamment la traite des êtres humains, la violence et l'exploitation sexuelles, la violence au sein de la famille et les brutalités policières.

65. De nombreux États ne disposent pas encore de suffisamment de données ventilées sur la situation des droits fondamentaux des femmes d'ascendance africaine, pourtant indispensables à l'élaboration de mesures appropriées de lutte contre les formes de discrimination multiples et croisées. Les États devraient adopter des politiques spécifiques pour garantir que tous les mécanismes et instituts de collecte de données officielles disposent d'instruments et de méthodes capables de donner un aperçu de la situation des femmes et des filles d'ascendance africaine pour ce qui est de leurs droits fondamentaux et de montrer les formes de discrimination multiples et croisées auxquelles elles se heurtent.